

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE
ud-i.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Grenoble, le 04/04/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Tepsa SDSP
Complexe Pétrolier
38200 Villette-de-Vienne

Références : 2025 - Is071SPF
Code AIOT : 0006103259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement Tepsa SDSP implanté Complexe Pétrolier Chemin de Maupas 38200 Villette-de-Vienne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Tepsa SDSP
- Complexe Pétrolier Chemin de Maupas 38200 Villette-de-Vienne
- Code AIOT : 0006103259 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

La société SDSP (Société de Dépôt de Saint-Priest), filiale du groupe Rubis Terminal, exploite sur le complexe pétrolier de Villette-de-Vienne un dépôt d'hydrocarbures liquides.

Le site est classé Seveso Seuil Haut selon son régime de nomenclature ICPE. Ses réservoirs sont approvisionnés par pipeline (via le site de SPMR de Villette-de-Vienne). Par convention, le site confie la gestion et l'exploitation de son dépôt à la société SPMR.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

/

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection précédente - PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites de l'inspection précédente - MMR "NH" et "NTH"	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	
3	Gestion des entreprises extérieures (EE) - Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	
4	Formation des entreprises extérieures aux risques des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	
5	Gestion des EE - Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	
6	Gestion des EE - Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	
7	Permis d'intervention / Permis de feu	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41	
8	Gestion des EE - Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	
9	Gestion des EE - Audits	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été relevée concernant le contrôle des AOF dans les rejets aqueux.


Concernant la gestion des entreprises extérieures, il n'a pas été relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection précédente - PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques - Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3. - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur :</p> <ol style="list-style-type: none">1. L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;2. L'analyse de chacune des substances suivantes : [Liste de 20 PFAS]3. La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2. et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. [...] <p>Art. 4 : [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>> Constats précédents</p> <p><u>Non-conformité n°3</u> : L'exploitant n'a pas encore fait réaliser sa première campagne d'analyses des PFAS et n'a pas été en mesure de présenter un bon de commande pour la réalisation des campagnes. L'exploitant précisera à l'Inspection des installations classées la date de la première campagne d'analyses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser les campagnes d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux de son site et a mis les résultats sous GIDAF, mais n'a pas analysé les AOF.</p> <p>Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas fait analyser la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) contrairement aux dispositions de l'article 3 -1° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant doit refaire 3 campagnes d'analyses des AOF dans les rejets aqueux de son site.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Suites de l'inspection précédente - MMR "NH" et "NTH"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels - MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 54</u></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...] <p>> Constats précédents</p> <p><u>Non-conformité n°2</u> : Les enregistrements des tests des MMR NH et NTH ne précisent pas le temps qu'a mis la vanne automatique sur la ligne de remplissage des bacs à se fermer à partir de la simulation de l'atteinte du niveau haut ou très haut. Ainsi, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les MMR NH et NTH ont un temps de réponse inférieur au temps avant débordement des bacs. L'exploitant doit vérifier le temps de réponse des MMR et tracer le résultat dans la fiche d'enregistrement du test.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 07 mai 2024, l'exploitant indiquait qu'un mode opératoire serait écrit afin de lister les chaînes à tester, avec les vannes qui doivent se fermer tel que décrit dans l'EDD, ainsi que les temps de manœuvre attendus.</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté les derniers rapports de test du 02/12/2024 des MMR NH et NTH des 3 bacs de stockage. L'enregistrement des tests ne mentionne pas d'anomalie.</p> <p>En réponse à une demande de l'Inspection, l'exploitant précise que l'agent qui réalise le contrôle dispose des fiches de spécification des MMR qui indiquent que le temps de fermeture de la vanne d'alimentation du bac doit être de moins de 180 s après la détection de niveau haut ou très haut.</p> <p>L'Inspection a pu constater, à partir de l'impression de la chronologie des tests réalisés, que les vannes d'alimentation des bacs se sont fermées en moins d'1 min. Le délai de fermeture des vannes en moins de 3 min prévu dans l'étude de dangers et dans les fiches de spécification des MMR est donc respecté. Le délai de fermeture des vannes n'est toutefois pas clairement écrit dans les enregistrements des tests.</p> <p>Observation n°1 : L'Inspection considère que l'exploitant pourrait noter explicitement le temps de réponse des MMR niveau haut et niveau très haut mesuré lors des tests afin de pouvoir réaliser un suivi de ces temps de réponse et identifier une éventuelle dérive de ces MMR dans le temps.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Gestion des entreprises extérieures (EE) - Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1

Thème(s) : Risques accidentels - SGS – Organisation et formation

Prescription contrôlée :

Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.

Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

- Organisation vis-à-vis des entreprises extérieures (EE)

Interrogé sur la manière dont il est organisé sur la gestion de la sous-traitance, l'exploitant a présenté sa procédure de gestion des ressources et son protocole d'agrément des entreprises extérieures (EE). Ce protocole fixe notamment :

- les critères d'agrément d'une EE :

- l'EE doit adhérer à la politique HSE du site ;

- l'EE doit avoir participé à la réunion annuelle d'agrément. Lors de cette réunion, l'exploitant présente les risques de ses installations et précise les obligations réglementaires auxquelles il est soumis et que les entreprises sous-traitantes devront respecter. Les entreprises conviées à cette réunion annuelle d'agrément sont principalement les entreprises qui ont travaillé sur le site l'année précédente ou qui ont été consultées dans le cadre d'appels d'offres;

- l'EE doit être inscrite sur son logiciel PROVIGIS qui permet la gestion des documents réglementaires (URSSAF, etc.)

Lorsque ces 3 critères sont respectés, l'EE est considérée comme agréée par l'exploitant.

- les critères de certification d'une EE : sauf cas particuliers, les entreprises sous-traitantes doivent être certifiées MASE ou disposer d'une certification équivalente dans le domaine de la sécurité ou l'environnement.
- les habilitations requises (ATEX, etc.)

L'exploitant n'autorise pas plus de deux niveaux de sous-traitance.

- Formation des EE aux opérations à réaliser

En fonction des opérations à réaliser, l'exploitant impose certaines formations et habilitations dans le cahier des charges de l'appel d'offre et demande les justificatifs de formation et d'habilitation des intervenants lors de la commande. L'exploitant précise que ces justificatifs sont à nouveau vérifiés lors de l'élaboration des permis d'intervention.


Interrogé plus spécifiquement sur les MMR, l'exploitant a indiqué qu'il choisit en priorité le constructeur de la MMR comme EE en cas de nécessité de travaux sur une MMR. Le contrôle des MMR est quant à lui confié majoritairement à SPMR qui assure la gestion et l'exploitation du site par convention de droit de privé. Compte tenu de son statut particulier, SPMR ne suit pas les mêmes règles de gestion que les autres EE (exemple : pas de plan de prévention systématique).

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Formation des entreprises extérieures aux risques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Interrogé sur la formation des EE aux risques des installations, l'exploitant a indiqué qu'un accueil sécurité est dispensé à chaque intervenant sur le site. Cet accueil sécurité est valable pour l'année en cours. L'accueil sécurité comprend le visionnage d'une vidéo sur les risques et les consignes de sécurité du site, puis un questionnaire avec quelques questions éliminatoires et la revue des mauvaises réponses avec un technicien de prévention du site pour réexpliquer si besoin les points mal compris. Les dates des accueils sécurité de chaque intervenant sont enregistrées dans la base de données de l'exploitant et la validité de cet accueil sécurité est vérifiée avant chaque délivrance de permis de travail.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Gestion des EE - Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels - SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Interrogé sur la manière dont les EE sont intégrées dans la maîtrise des procédures d'urgence, l'exploitant rappelle que chaque intervenant sur le site reçoit un accueil sécurité qui précise entre autres la conduite à tenir en cas d'alerte POI.</p> <p>En cas d'exercice POI, les EE ne sont pas systématiquement prévenues de l'exercice et participent donc à l'évacuation. Lors d'un exercice POI avec présence d'EE sur le site, l'exploitant indique qu'il vérifie que les EE ont bien évacué et au bon point de rassemblement.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Gestion des EE - Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3

Thème(s) : Risques accidentels - SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Constats :

D'une manière générale, SPMR assure les opérations d'entretien et de maintenance qui sont listées dans la convention qui la lie à TEPSA SDSP.

Pour les opérations qui ne figurent pas dans la liste, elles peuvent soit être assurées directement par TEPSA SDSP lorsque les ressources et compétences sont disponibles en interne (exemple : contrôle des rétentions au titre du PMII), soit sous-traitées à une EE.

L'exploitant dispose d'une procédure pour l'établissement et la gestion des permis spéciaux. Cette procédure définit notamment les différents permis, les rôles des différents acteurs intervenant dans les travaux et les signataires autorisés des différents permis.

- Préparation des opérations sous-traitées

Globalement, chaque intervention doit faire l'objet au préalable d'un plan de prévention et d'un permis d'intervention (autorisation de travail).

- Autorisation de travail

Pour les opérations relevant de la compétence de SPMR/TRAPIL, en cas de sous-traitance, le plan de prévention et le permis d'intervention sont établis par SPMR/TRAPIL. Pour les opérations hors convention, c'est TEPSA SDSP qui passe la commande et qui établit le plan de prévention qu'il communique à SPMR. SPMR se charge ensuite d'établir le permis d'intervention et les permis spéciaux si besoin. SPMR assure le suivi "sécurité" des travaux, TEPSA SDSP assure le suivi "conformité à la commande" des travaux.

La procédure relative à la gestion des permis indique que les permis (d'intervention, feu, etc.) doivent être signés par au minimum les 3 parties suivantes :

- SPMR/TRAPIL (responsable QHSE ou chef de secteur, etc.)
- l'entreprise extérieure
- le surveillant sécurité des travaux
- le cas échéant, l'exécutant s'il est différent de l'EE.

- Validation de la réalisation des opérations sous-traitées

Le contrôle de la conformité des travaux vis-à-vis de la commande est réalisée par le chargé d'affaire qui a passé la commande.

Un contrôle de fin de travaux est réalisé par SPRM qui vise essentiellement au contrôle de l'état d'ordre et de propreté de la zone de travaux.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41
Thème(s) : Risques accidentels - Permis d'intervention / Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> <u>Arrêté ministériel du 03/10/2010</u></p> <p><u>Article 41</u></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Dans les parties de l'installation visées à l'article 38 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail », le « permis de feu » s'il y en a un et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le code du travail (articles R. 4512-6 et suivants). Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p> <p>> <u>Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05/07/1994</u></p> <p><u>Article 6.9</u></p> <p>Le responsable de l'établissement ou son suppléant désigné devra avoir reçu une formation particulière sur les risques associés aux travaux et sur la délivrance des autorisations des permis de travail, ou des permis feu.</p> <p>Tous travaux d'aménagement, de réparation, d'entretien et de contrôle périodique seront subordonnés à la délivrance d'une autorisation ou d'un permis adapté, écrit par le chef d'établissement ou son suppléant désigné, et dont la validité sera limitée au strict besoin. Cette autorisation ou ce permis précisera la nécessité d'un surveillant tel que décrit ci-après.</p> <p>Les installations en travaux devront avoir été mises préalablement en sécurité, les installations voisines protégées, et si besoin, l'activité du dépôt ou partie concernée arrêtée.</p> <p>Pendant la phase des travaux, le personnel de l'établissement et les entreprises intervenantes seront informés des consignes particulières à celle-ci.</p> <p>Pendant les travaux présentant des risques particuliers, un surveillant de sécurité travaux à fonction exclusive de ce poste sera nommément désigné. Il disposera des moyens nécessaires à cette fonction et agira sous l'autorité directe du responsable de l'établissement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes relatives au permis feu sont intégrées à la procédure de gestion des permis spéciaux.</p> <p>L'articulation entre l'autorisation de travail et le permis feu s'effectue via le permis de travail. Lorsqu'une intervention nécessite un permis feu, le plan de prévention et le permis de travail le mentionne. Le permis feu n'est pas délivré seul, il est nécessairement lié à un permis de travail.</p> <p>Les permis de travail et les permis feu peuvent être valables plusieurs jours. Dans ce cas, ils doivent être revalidés chaque jour avant la reprise des travaux.</p> <p>En fonction du type d'intervention, le permis feu impose soit une surveillance permanente des travaux par SPMR, soit une</p>

surveillance ponctuelle.

Le formulaire de permis de feu n'impose pas de ronde après travaux. L'exploitant précise que l'ensemble du complexe pétrolier fait l'objet de rondes régulières d'exploitation lors desquelles les installations sont inspectées, y compris les zones de travaux. Il considère donc qu'un feu couvant serait détecté lors de ces rondes d'exploitation.

L'Inspection a souhaité contrôler la bonne application de la procédure de gestion des permis spéciaux établie par l'exploitant sur des interventions en cours. Étant donné que le jour de la visite il n'y avait aucune intervention sur le site, l'inspection a contrôlé le cadre d'une intervention nécessitant un permis feu réalisée en mars 2025. L'intervention consistait en des travaux de " pose de calorifugeage sur les tuyauteries du poste de chargement de camions". Les travaux ont été réalisés par la société OUVAROFF. L'exploitant a présenté le plan de prévention associé à cette intervention. Ce plan de prévention a été établi par TEPSA SDSP en décembre 2024. Le plan de prévention précise entre autres que l'intervention est prévue en zone ATEX et qu'elle nécessite un permis feu.

L'exploitant a également présenté le permis de travail daté du 26/02/2025 et valable du 03 au 07/03/2025. Le permis de travail a bien été signé par les trois parties : SPMR (responsable QHSE), OUVAROFF et le surveillant sécurité.

L'exploitant a présenté le permis feu associé à ce permis de travail. Le permis feu est également valable du 03 au 07/03/2025 et précise les équipements pouvant être utilisés (outillages électriques et manuels, nacelle). Le permis feu est signé par les trois mêmes parties que le permis de travail.

Compte tenu de la durée sur plusieurs jours des travaux, une fiche de suivi du permis de travail et du permis feu est associée et signée aux différentes dates d'intervention.

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le justificatif de suivi de l'accueil sécurité de l'exécutant des travaux (Monsieur G.). L'accueil sécurité de Monsieur G. de la société OUVAROFF a été réalisé le 28/02/2025 et était donc bien cours de validité lors de la réalisation des travaux.


Le contrôle réalisé ne met pas en évidence de non-conformité par rapport aux procédures que l'exploitant a établies.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Gestion des EE - Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels - Surveillance des performances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à une demande de l'Inspection sur l'intégration des EE dans la gestion du retour d'expérience, l'exploitant a indiqué ne pas avoir établi de formalisme particulier pour la remontée d'information par les EE, mais que les EE peuvent lui faire remonter des anomalies au cours de discussions ou de points sécurité.</p> <p>Interrogé par ailleurs sur le suivi des incidents / accidents liés à du personnel sous-traitant, l'exploitant a présenté son registre incidents / accidents, lequel distingue les événements liés à des EE. Le registre ne met pas en évidence d'accidentologie plus élevée chez les EE du site qu'avec le personnel TEPSA SDSP / SPMR / TRAPIL.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Gestion des EE - Audits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7
Thème(s) : Risques accidentels - Audits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé sur les dispositions mises en œuvre pour surveiller le respect des opérations sous-traitées, l'exploitant a indiqué que le surveillant sécurité affecté au contrôle des travaux réalise des visites de chantiers régulièrement pour vérifier l'application des consignes de sécurité.</p> <p>Il indique également réaliser des visites d'évaluation de chantiers ponctuellement. Ces visites d'évaluation sont plus approfondies que les visites de chantier du surveillance sécurité et sont tracées dans une grille d'évaluation. Elles visent à réaliser notamment un contrôle documentaire (vérification du plan de prévention, des permis, des habilitations, etc.) et à tester les connaissances des intervenants du chantier sur les risques et les consignes de sécurité.</p> <p>En outre, l'exploitant a mis en place un système de notation des EE qui repose sur trois critères : la qualité, la sécurité et les délais. Ainsi, après chaque facture de travaux, l'exploitant attribue une note à l'EE qui est intervenue sur le site.</p> <p>Concernant ses procédures internes, l'exploitant indique réaliser des audits internes et externes à fréquence de deux audits sur une période de 3 ans.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :